



## OLIVIER MEUWLY

Les lecteurs du «Temps» connaissent bien Olivier Meuwly, qui intervient régulièrement dans nos pages depuis plusieurs années. Né en 1963, docteur en droit et ès lettres de l'Université de Lausanne, membre du PLR, Olivier Meuwly est surtout un essayiste, un historien auteur de nombreux articles et ouvrages portant sur l'histoire du canton de Vaud, de la Suisse, ainsi que sur l'histoire des idées et des partis. Il a publié son dernier livre cette année, «Une Brève Histoire constitutionnelle de la Suisse» (Livreo-Alpha). Membre du comité de la Société d'histoire de la Suisse romande, cet érudit est aussi responsable de la série «histoire» de la collection Le savoir suisse.

## Un rapport à l'histoire

Après avoir tenté, dans les deux premiers épisodes de notre série, de cerner la notion d'illibéralisme, il est nécessaire de la contextualiser dans sa réalité historique et actuelle. Ce phénomène a connu un vif essor dans les pays de l'Est européen, qui venaient à peine de se dégager de l'emprise soviétique. J'ai demandé à **Paul Gradwohl**, professeur d'histoire contemporaine de l'Europe centrale à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, de fouiller la manière dont ces pays ont construit leur apport à l'histoire après 1989. Mais quel rôle aurait joué l'Occident dans ce désamour qui s'est emparé de cette région à l'égard d'un type de régime qu'elle avait épousé, initialement, dans l'enthousiasme? Ivan Krastev et Stephen Holmes ont suggéré, dans leur célèbre *Moment illibéral*, paru en 2019 chez Fayard, que l'arrogance occidentale avait sa part de responsabilité dans la montée de l'illibéralisme. **Jean-Yves Camus**, chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et à la Fondation Jean-Jaurès, spécialiste des droites extrêmes, nuance cette vision des choses. Mais l'illibéralisme ne frappe pas que l'Europe de l'Est. Dans de nombreux pays, y compris occidentaux, nombreux sont ceux qui ne cachent pas leur compréhension à son endroit. Nous nous concentrerons sur deux cas. J'ai ainsi demandé à **Hervé Rayner**, maître d'enseignement et de recherche en sciences politiques à l'Université de Lausanne, très bon connaisseur de l'Italie, d'analyser ce pays qui, au cœur de l'Europe historique, vit dans une zone grise depuis longtemps, de Berlusconi à Meloni. **Olivier Da Lage**, ancien rédacteur en chef de Radio France Internationale et chercheur associé à l'IRIS, auteur de *L'Inde, un géant fragile* (Eyrolles, 2022), va, lui, traiter du rapport ce pays à la démocratie libérale héritée des anciens colons, qui a changé avec l'avènement de Narendra Modi. ■

Tentations illibérales

Durant tout l'été, nos invités invitent les leurs.

## En Europe centrale, de la paranoïa histori que à l'autoritarisme illibéral

OPINION



PAUL GRADVOHL  
PROFESSEUR D'HISTOIRE CONTEMPORAINE  
DE L'EUROPE MÉDIANE À  
L'UNIVERSITÉ PARIS I PANTHÉON-SORBONNE

Une partie des élites politiques d'Europe centrale et de l'Ouest qui ont connu les années 1990 est désorientée par l'oubli actuel du désir de liberté qu'elles ont ressenti et largement partagé lors de l'effondrement du communisme soviétique en Europe centrale. Oubli accentué par une réécriture de l'histoire qui ne cesse de distordre le passé national pour promouvoir l'image d'un peuple (hongrois, polonais, serbe, ou slovaque par exemple) qui serait comme une forteresse assiégée que seule la méfiance généralisée associée au culte de l'autorité de l'Etat et de son chef pourrait sauver d'une extinction certaine. Au-delà de thèmes présents dans les propagandes des extrêmes droites en Europe et plus loin, cette paranoïa historique se distingue de ses homologues par une critique de la période 1989-1990, quand le peuple aurait été floué par les capitalistes locaux, agents à la fois des anciens dirigeants communistes et des financiers cosmopolites (juifs) étrangers. La vigueur de cette paranoïa se manifeste dans le recyclage d'anciens thèmes spécifiques, une forte incohérence, et des contradictions troublantes.

Une vigueur bien présente dans l'obsession de transformer les écoles en lieu de culte paranoïaque. Les manuels scolaires des pays où l'illibéralisme règne, ainsi la Hongrie et la Pologne depuis les années



(REBECCA HENDIN POUR LE TEMPS)

## L'insidieuse «Modification» de l'Inde

OPINION



OLIVIER DA LAGE  
JOURNALISTE, SPÉCIALISTE  
DE LA PÉNINSULE ARABIQUE ET DE L'INDE,  
CHERCHEUR ASSOCIÉ À L'IRIS

Depuis plusieurs années, le gouvernement s'irrite de la publication d'indices peu flatteurs par des organismes étrangers, gouvernementaux ou non, traduisant une chute de l'Inde dans les classements internationaux en matière de liberté d'association, de presse, de religion, etc.). Pour les autorités de New Delhi, qui réagissent vivement presque à chaque fois, ces rapports, qui sont fondés sur des méthodologies fautes et trahissent une mentalité colonialiste, révèlent en réalité le refus du monde occidental d'accepter le développement de l'Inde qui, c'est vrai, est devenue en 2022 la cinquième puissance économique mondiale en surpassant le Royaume-Uni et pourrait dans les toutes prochaines années ravir la quatrième et la troisième place à l'Allemagne et au Japon.

Les autorités envisagent de riposter en publiant leurs propres indices et classements mais il n'est pas certain que cela suffise à contrebalancer sur la scène mondiale ceux de Reporters sans fron-

tières, V-Dem, Freedom House, Economic Intelligence Unit ou du Département d'Etat américain. Chacun d'eux, avec ses spécificités et ses différences, souligne une tendance marquée depuis l'accession au pouvoir du gouvernement de Narendra Modi en 2014: l'exercice de plus en plus périlleux de certaines libertés fondamentales, comme le pluralisme religieux ou la liberté d'expression.

Ces rapports qui irritent tant le gouvernement indien évoquent désormais une «démocratie imparfaite» (EIU), un «pays partiellement libre» (Freedom House), ou une «autocratie électorale» (V-Dem).

Dans ce qu'il est convenu de sur-nommer «la plus grande démocratie du monde» et que le premier ministre Modi a récemment renommé «la mère de la démocratie», convoquant à l'appui de ce slogan des pratiques qui auraient eu cours dans l'Inde antique, émettre des critiques contre le chef du gouvernement peut attirer de sérieux ennuis allant du zèle de policiers locaux procédant à des arrestations se fondant sur divers articles du Code pénal – dont certains remontant à la période coloniale – jusqu'à des perquisitions, enquêtes du fisc, de la brigade financière, ou de différentes agences gouvernementales aux pouvoirs étendus ne rendant de comptes qu'au gouvernement fédéral.

Pourtant, si l'on excepte la révocation du statut d'autono-

mie constitutionnelle du Cachemire en août 2019 – ce qui n'est pas rien! – aucune réforme institutionnelle n'est venue modifier en quoi que ce soit la Constitution ni les différentes institutions que l'Union indienne. Les élections se tiennent aux dates prévues, les fraudes n'y sont pas supérieures à celles que le pays a toujours connues et les partisans du BJP soulignent à raison que leur parti, au pouvoir au niveau fédéral, a été défait dans différents scrutins régionaux, et tout dernièrement encore dans l'Etat du Karnataka (64 millions d'habitants).

Si le BJP perd dans différentes régions les faveurs des électeurs, la popularité de Narendra Modi semble en revanche demeurer intacte et la personnalisation du pouvoir est sans précédent en Inde depuis l'état d'urgence instauré par Indira Gandhi (1975-1977). Son portrait est omniprésent dans l'espace public, dans les journaux, à la télévision et la seule limite à son pouvoir semble être l'autorité judiciaire, notamment la Cour suprême, qui a bridé certaines (pas toutes) initiatives gouvernementales et rappelle régulièrement les principes de l'Etat de droit, en intervenant (parfois) pour libérer des opposants ou des journalistes en détention préventive pendant de longs mois, voire davantage, dans l'attente de la conclusion de l'enquête dont ils sont l'objet de la part des agences gouvernementales mentionnées

plus haut. Cela a donné lieu à un long bras de fer, toujours en cours entre la Cour suprême et le gouvernement sur la désignation des hauts magistrats, une situation qui évoque celles prévalant en Pologne, en Hongrie, en Turquie ou en Israël. Neuf ans d'exercice du pouvoir ont profondément transformé le pays: nul besoin de changer les institutions lorsqu'il suffit de remplacer les titulaires des postes clés.

Il ne fait guère de doute que Narendra Modi a su capter l'état d'esprit du pays, l'aspiration à une revanche sur le colonialisme et la domination occidentale autant qu'il a profondément contribué à accélérer cette tendance. Ses partisans balayaient les critiques et soutiennent que, loin d'affaiblir la démocratie, le régime au pouvoir depuis 2014 a restauré la démocratie authentique qui avait été confisquée par une élite occidentale depuis l'indépendance. Au fond, affirmation-là, la véritable indépendance, celle de la «Nouvelle Inde», date de 2014 lorsque Modi a «rendu le pouvoir» aux «140 crores» (1,4 milliard) d'Indiens après 70 ans de règne du parti du Congrès.

Au temps de l'état d'urgence, le président du Congrès avait déclaré: «Indira est l'Inde et l'Inde est Indira.» Dans la «Nouvelle Inde» de Narendra Modi, contester le chef du gouvernement est souvent assimilé à une attaque contre l'Inde elle-même. ■

concentration du pouvoir marquent une rupture, mais, dominés par la Démocratie chrétienne, les gouvernements de centre droit et de centre gauche qui se succèdent pendant près d'un demi-siècle reposent sur l'impossibilité de l'alternance électorale. Guerre froide oblige, ce veto doit maintenir les communistes dans l'opposition. Peu ou prou tolérés par Washington, des tentatives ou menaces de coup d'Etat et des attentats à la bombe qui scandent les années 1960 et 1970 participent d'une «stratégie de la tension». Si le jeu politique semble verrouillé, l'Italie est en pleine mutation et la défaite du camp catholique lors du référendum de 1974 sur le divorce consacre le déclin du cléricalisme et la libéralisation des mœurs. L'emprise du catholicisme est progressivement supplantée par celle du consumérisme, omniprésent sur le petit écran. Le promoteur immobilier Silvio Berlusconi monopolise la télévision privée grâce à son protecteur politique Bettino Craxi, l'influence de la loge maçonnique P2, un réseau de pouvoir secret auquel appartiennent nombre de dirigeants réactionnaires.

Les espoirs suscités par la fin de la guerre froide et l'opération «Mains propres», qui dévoile l'étendue de la corruption, seront vite déçus, les privatisations n'enrichissent que des oligarques s'empressant de renforcer leurs rentes de position au détriment de la chose publique. *Res publica*. Soucieux d'échapper aux magistrats, liés à la mafia sicilienne, Berlusconi et son parti-entreprise Forza Italia façonnent le jeu politique en s'alliant avec deux formations xénophobes réputées inconciliables, les ré-



HERVÉ RAYNER  
MAÎTRE D'ENSEIGNEMENT  
ET DE RECHERCHE EN SCIENCES POLITIQUES  
À L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

## Un moteur du jeu politique italien?

OPINION



HERVÉ RAYNER  
MAÎTRE D'ENSEIGNEMENT  
ET DE RECHERCHE EN SCIENCES POLITIQUES  
À L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

Illibéralisme reste solidement implanté en Italie. Loin d'un corpus idéologique homogène, il s'agit d'un ensemble hétéroclite de manières de voir et de faire s'opposant à l'héritage des Lumières et au pluralisme démocratique. Après l'unification de l'Etat par des monarchistes piémontais, l'Italie libérale (1870-1914) n'a de libéral que le nom, les gouvernants, hostiles au suffrage universel, colonisent les régions méridionales en acointance avec des mafieux, soit un type de contrôle territorial pour le moins oppressif. Après l'exacerbation du nationalisme consécutif à la Première Guerre mondiale, la crainte suscitée par l'essor des socialistes pousse une grande partie des élites à s'accrocher au fascisme. Issu de mouvements antiparlementaires (nationalisme, syndicalisme révolutionnaire, futurisme), le régime mussolinien porte un projet totalitaire de refonte du peuple par l'Etat. Ces vingt ans de dictature laissent des traces durables dans les têtes: culte du chef, corporatisme, recours à la violence physique, opposants assimilés à des ennemis.

Certes, l'adoption de la République par référendum en 1946 et une Constitution attentive aux freins et contrepoids à la

2010-2015, et ils suivent en cela les manuels russes, visent à présenter une histoire nationale écrite sous le sceau d'une fièvre obsessionnelle rétrospective qui masque les interactions positives et souligne les tragédies provoquées par les ennemis extérieurs.

C'est ainsi que le christianisme est transformé en «identitarisme». Autrement dit la force de cette vision, obsédée par la crainte présente d'une invasion musulmane, s'appuie sur le mythe de la combinaison naturelle entre l'affirmation d'une générosité philo-sémite passée, un bon antisémitisme «chrétien» après 1918 – thèmes locaux peu communs –, et la nécessité d'un éternel entre-soi dans l'avenir.

A ce mythe s'ajoute l'accent mis sur la trahison des puissances ou peuples occidentaux. Cette trahison, dérivée de la décadence morale de l'Occident, permet à Viktor Orban d'affirmer que la Russie, qui écrasa pourtant la révolution hongroise de 1848-1849, ou encore sous le drapeau de l'URSS celle de 1956, est un pays qu'on ne saurait aujourd'hui accuser de crimes de guerre.

En Pologne, le discours des autorités sur la Russie est inverse. Elle est vue comme une puissance criminelle presque par essence, ce que la guerre en cours favorise. Et c'est celle-ci qui a fait passer l'Ukraine de cible des discours illibéraux polonais à nation amie. Depuis février 2022, les massacres croisés entre nationalistes ukrainiens et résistants polonais au nord-ouest de l'actuelle Ukraine pendant la Deuxième Guerre mondiale, qui avaient fait l'objet d'une loi mémorielle en février 2018, ont été tus, puis, en juillet 2023, une commémoration en Ukraine avec le premier ministre polonais témoigne d'un renouveau du dialogue avec l'Ukraine. ■

L'insensibilité à l'incohérence explique aussi que les héros de la Deuxième Guerre mondiale en Pologne ou ceux de 1956 en Hongrie ne sont plus les mêmes qu'il y a 20 ans, et que la période socialiste est homie; mais l'antisémitisme officiel polonais de l'époque n'est pas critiqué, le rôle des conseils ouvriers hongrois est passé complètement sous silence et celui d'Imre Nagy réduit à celui de la figure de proue de ce moment insurrectionnel.

Fondamentalement, le refus de laisser les historiens travailler librement caractérise l'illibéralisme. Et la volonté de faire de l'histoire un moule à consensus paranoïaque est particulièrement forte dans l'Europe centrale actuelle. On y trouve cependant deux écoles. Celle de MM. Poutine, Orban, ou Vucic qui font de Bruxelles et de l'Occident global et libéral le point de mire de la réécriture de l'histoire. Et celle qui se constitue autour du parti Droit et Justice (PiS) polonais, qui condamne non moins Bruxelles, mais garde une tendresse pour Washington, source de protection, et une hargne contre Moscou, la menace éternelle. Ces deux écoles inventent des récits centrés sur telle ou telle nation, et se distinguent par une peur du «grand remplacement» qui génère des glorifications et des victimisations très marquées, et souvent peu compatibles avec les grands récits occidentaux, mais si proches des récits russes: plus de Seconde Guerre mondiale, seulement des «Grandes Guerres patriotiques» parallèles, une paranoïa historique, et un pouvoir qui se fait historique. Conséquence: le goût de la liberté, l'idée de l'équilibre des pouvoirs seraient des vices antinationaux. ■

## L'illibéralisme à l'Est, un produit de l'histoire

OPINION



JEAN-YVES CAMUS  
CHERCHEUR À L'IRIS ET  
À LA FONDATION JEAN-JAURÈS,  
SPÉCIALISTE DES DROITES  
EXTRÊMES

La démocratie illibérale qui s'est développée en Europe centrale et orientale n'est compréhensible que replacée dans le contexte de l'histoire particulière de cette région. La spécificité des pays qui la composent consiste à être des Etats-nations récents qui ont gagné leur indépendance, à partir de la fin du XIXe siècle, en échappant à la tutelle des empires austro-hongrois, russe et ottoman. Cette constitution tardive en Etats souverains, après des siècles de vassalisation, de brimades envers la culture nationale et de soulèvements populaires durement réprimés, explique que, dans la psychologie collective, subsiste une grande méfiance envers toute forme de tutelle supranationale, telle celle de l'Union européenne. L'appartenance à l'OTAN ou la volonté d'y entrer n'infliment pas cette position. L'alliance militaire est acceptée bien davantage par souci de protection contre la Russie que par acceptation du modèle social anglo-saxon et de la croyance américaine dans sa légitimité à exporter ses valeurs.

Ces nations récentes ont aussi une histoire démocratique très courte. La période immédiatement postérieure à la Première Guerre mondiale voit les pays baltes basculer vers des régimes autoritaires. Piłsudski dirige avec poigne une République polonaise dont il doit assurer la pérennité et le régent Horthy installer en Hongrie un régime fascistoïde né dans la répression de l'insurrection communiste de 1919. Des peuples tout juste sortis de siècles de soumission vont donc, à peine nés, vivre dans des Etats minés de l'intérieur par la question des minorités et les tentatives de prise de pouvoir par des mouvements liés à l'Axe, puis passer sous occupation nazie et enfin soviétique.

De sorte que l'éroulement du communisme enfin advenu, les idéologies nationalistes ont resurgi quasi instantanément, alors que l'Ouest avait cru naïvement à leur érasement définitif par le «socialisme réel». Dès la seconde indépendance, Ante Pavelic retrouve son statut de fondateur de l'Etat croate et Mgr Tiso, celui de «père de la Slovaquie». L'idéologie nationale-démocrate de Roman Dmowski et celle du Camp national-radical, cultivées dans l'émigration polonaise, réussissent même à survivre dans l'opposition intérieure. Ces filiations se retrouvent dans l'illibéralisme, tout comme le national-conservatisme hongrois qui valorise Horthy et l'héritage

tchèque chez les nationalistes serbes, pour ne citer que quelques exemples. Il faut aussi avoir en tête le traumatisme que constitue, pour les pays d'Europe centrale, le «rétrécissement de leur espace». La simple consultation de l'Atlas intitulé *TerKéptelen (?) Trianon 1920-2020* (Trianon, espace impossible?) permet de comprendre l'injustice consistant à faire payer à la Hongrie vaincue sa défaite au prix des deux tiers de son territoire de 1918. En parallèle, *Istoria Romanilor*, manuel d'histoire publié en 1996 sous la direction d'Octavian Cristescu, a donné à voir aux collègues roumains l'étendue de la *România Mare* de 1920, permettant de la comparer au territoire actuel. Si l'illibéralisme reste minoritaire à Bucarest, la petite Hongrie, la plus petite Slovaquie et les minuscules pays baltes, à la démographie vieillissante et minée par l'émigration, craignent pour leur survie et peuvent vouloir confier leur destin à des partis nationalistes

**Les illibéraux de l'est considèrent les sociétés post-modernes du reste de l'Europe comme ayant trahi l'essence de l'identité européenne**

ayant une vision organiciste de la société, c'est-à-dire fondée sur le triptyque de la langue, l'ethnie et la religion. Tout l'opposé de la conception contractuelle de la citoyenneté et de la nation inclusive, notions dominantes à l'Ouest. Nous pensions que l'Europe centrale, en intégrant l'Union européenne, adoptait ses codes. Or, les illibéraux de l'Est considèrent les sociétés postmodernes du reste de l'Europe comme ayant trahi l'essence de l'identité européenne dont ils s'estiment les mainteneurs, alors que nous aurions abandonné la famille traditionnelle et la pratique religieuse, délaissé le patriotisme au profit de la promotion de la société multiculturelle. Ce malentendu est d'autant plus grand que l'Europe centrale garde dans sa longue mémoire son rôle de rempart contre les poussées ottomanes qui conquirent les Balkans, la moitié de la Hongrie, la Transylvanie et même la Podolie avant de se briser devant la résistance de Vienne (1683). Les diatribes d'Orban et du gouvernement polonais contre l'immigration ne sont compréhensibles qu'en gardant en tête qu'en dialoguant avec eux, nous parlons au limes de l'Europe et non à un espace supplémentaire de libre circulation des hommes et des biens. ■